

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TTREF BERRY (ex-URSIMMO)

23 rue du Roule
CS 46215
75001 Paris

Références : -
Code AIOT : 0010014159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement TTREF BERRY (ex-URSIMMO) implanté Lieu-dit Les Veuillis 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TTREF BERRY (ex-URSIMMO)
- Lieu-dit Les Veuillis 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010014159
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt logistique autorisé par arrêté préfectoral du 24/12/2021 modifié pour du stockage de matières combustibles au titre de la rubrique 1510 (A) et de liquides inflammables au titre de la rubrique 4331 (E).

Le site est également classé pour les rubriques 2910.A.2 (DC) pour ses chaudières, 2925.1 (D) pour la charge de batteries et 4320.2 (D) pour le stockage d'aérosols.

Le site est composé de 11 cellules dont 2 dédiées aux liquides inflammables et 2 aux aérosols.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
4	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 6.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
9	Dispositif de détection incendie dans un bâtiment couvert	Arrêté Préfectoral du 20/12/2021, article 7.7.1 et	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Système de détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2017, article Point 12-Annexe II	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.I.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Documentation disponible	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Exercice de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Modalité de gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.6.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article I.1.I.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative – seuil des 100 et 1000 T
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant précise qu'il est en train de finaliser les modalités de remontée d'information et concaténation des données de l'état des stocks avec MBDA (cf. point de contrôle n°2).</p> <p>A l'issue de la visite, il fournit toutefois un tableau concaténant les états des stocks des deux locataires. Celui-ci met en avant une quantité de produits H226 de 1,47 tonnes bien en deçà du seuil d'application de l'arrêté du 24/09/2020. Aucun produit avec mention de danger H224 ou H225 n'est mis en évidence par l'état des stocks.</p>

Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>

L'état des matières stockées est mis à jour **a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment**, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

Constats :

Constat de l'inspection du 25/09/2024 : l'exploitant n'est pas en mesure de fournir un état des stocks au format contenant les informations attendues par l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

A l'issue de la visite du 02/02/2026, l'exploitant a fourni un état des stocks à date du 30/01/2026.

Le format d'état des stocks correspond aux attendus tant de la gestion d'un événement accidentel que de l'information des populations.

Cependant, l'inspection constate que les modalités d'édition de l'état des stocks (transmission d'un mail des locataires vers l'exploitant à une fréquence hebdomadaire et concaténation) restent à clarifier par l'exploitant. En effet lors de la visite l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir immédiatement l'état des stocks au format attendu et a dû faire le travail de concaténation des stocks de ses deux locataires au cours de la visite.

Le constat de l'inspection précédente est satisfait.

Toutefois, le délai d'édition n'est pas compatible avec la gestion d'un événement accidentel.

Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de fournir un état des stocks de l'installation dans un délai compatible avec la gestion d'un événement accidentel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Constats :

Constat de l'inspection du 25/09/2024 : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une consigne d'exploitation du site présentant les vérifications à réaliser sur les installations en conditions d'exploitation normales, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.

Réponse du 13/12/2024 au constat de l'inspection du 25/09/2024:

l'exploitant présente le tableau de suivi des surveillances en situation normale et renvoie à une fiche du POI pour la rétention des eaux en situation accidentelle.

Ces éléments font partie des consignes mais ne répondent pas intégralement à la prescription

Lors de l'inspection du 02/02/2026, l'exploitant précise que le site fonctionne 365 jour par an et ne présente pas d'équipements nécessitant un contrôle particulier du fait de redémarrages en dehors des chaudières et des locaux de charge qui sont systématiquement contrôlés par le maintenicien lors de le remise en service. Par ailleurs, il précise que des fiches actions sont présentes dans le POI pour décrire certaines actions de sécurité à mettre en œuvre en cas d'incident (vannes,.....).

Le locataire HAIER précise toutefois disposer de fiches d'instruction et de sécurité afin d'encadrer l'exploitation (normale ou non) de certains de ses équipements (FIS 002 - Local de charge batteries plomb/acide ; FIS 003 - appareil de cerclage ; FIS 004 - table rotative; FIS 005 - manipulation de produits). Ces fiches n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'inspection.

<p>Le locataire MBDA précise ne disposer que de consignes de compatibilité des produits. L'inspection considère que cette situation est cohérente avec le fait que l'activité se limite à de la réception et du stockage.</p> <p>Le constat de l'inspection du 25/09/2024 est satisfait.</p> <p>Constat : Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, formations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation et des procédés mis en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat de l'inspection du 25/09/2024: L'exploitant n'est pas en mesure de fournir la liste des noms et qualifications des personnels nommément désignés en charge de l'exploitation et la surveillance du site.</p> <p>Réponse du 13/12/2024 au constat de l'inspection du 25/09/2024: fourniture de l'organigramme HAIER et tableau de formation de HAIER et ODYSSUR (entreprise en charge de la gestion de l'entrepôt pour MBDA).</p> <p>A la lecture de ces documents, l'inspection fait le constat que tout le personnel a suivi les formations évacuation et intervention en cas d'incendie, mais aucune formation spécifique aux types de stockages présents sur le site.</p> <p>Lors de la visite du 02/02/2026, l'exploitant précise que les activités du locataire HAIER sont exclusivement soumises au code du travail pour ce qui est des risques spécifiques (risque de chute, évacuation...).</p> <p>Coté MBDA l'exploitant précise qu'il serait en effet judicieux qu'une formation au risque chimique soit dispensée au personnel.</p> <p>Le constat de l'inspection du 25/09/2024 est modifié.</p>

Constat: les agents intervenant dans les cellules stockant des produits dangereux ne sont pas formés aux risques associés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Documentation disponible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.7.1
Thème(s) : Situation administrative, dossier de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose en permanence des documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • [...] <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'opération interne (POI). L'ensemble de ces documents est tenu à disposition de l'inspection des installations classées durant 5 années au minimum, ou lui est transmis sur simple demande. Leur mise à jour est constamment assurée et datée. Ces derniers documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. [...]
Constats : Constat de l'inspection du 25/09/2024 : l'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des documents attendus, notamment les consignes d'exploitation et de sécurité et le POI.

Lors de l'inspection du 02/02/2026 l'exploitant présente le POI qui est disponible en version papier dans une armoire dédiée du poste de garde.
Les consignes ont été présentées dans le cadre du point de contrôle n°3.
Le constat de l'inspection du 25/09/2024 est satisfait.
Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée.

Les mesures sont effectuées selon la **méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997**.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une **durée d'une demi-heure au moins**.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est **effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation**.

En cas de non-conformité relevée, une étude technico-économique est réalisée afin de définir les moyens à mettre en œuvre pour réduire l'impact sonore. Les éventuels travaux sont effectués dans un délai de 6 mois à compter de la date de réalisation de l'étude technico-économique.

[...] Les résultats des mesures réalisées sont **transmis au préfet dans le mois** qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Les points servant de référence à ces mesures sont définis **sur le plan** ci-dessous.

Constats :

Constat de l'inspection du 25/09/2024 : les mesures de surveillance des émissions sonores n'ont pas été réalisées dans les 3 mois suivant la mise en service de l'installation.

Réponse du 13/12/2024 au constat de l'inspection du 25/09/2024 : les mesures sont planifiées le 5/02/2025.

A la suite de la visite du 02/02/2026, l'exploitant a fourni le rapport de mesures. Les 4 points de mesures en limite de site ne mettent pas en évidence de dépassement des seuils. L'inspection note qu'ils ne correspondent pas à ceux (LP1 et LP2) qui avaient été présentés dans le dossier de demande d'autorisation.

Aucune mesure n'a été effectuée en ZER. Le rapport mentionne que la situation de l'installation en bordure de l'autoroute crée un masque pour l'habitation la plus proche du site (300 m). Toutefois, le dossier de demande d'autorisation a étudié cette ZER (point ZER1) et une seconde qui n'est pas située de l'autre côté de l'autoroute (ZER2).

Aucune tonalité marquée n'est relevée.

Constat : Les points de mesures sonores réalisés en limite de propriété ne correspondent pas à ceux listés dans l'arrêté d'autorisation et aucune mesure n'a été réalisée en ZER.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Exercice de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024

Prescription contrôlée :

Un exercice de défense incendie est effectué **dans le trimestre suivant la mise en exploitation** puis une fois tous les 3 ans.

Constats :

Constat de l'inspection du 25/09/2024 : aucun exercice POI n'a été réalisé à ce jour, après plus de 6 mois d'exploitation.

Dans sa réponse du 13/12/2024 au constat de l'inspection du 25/09/2024, l'exploitant prévoyait la réalisation d'un exercice le 26/11/2024. Celui-ci a finalement été reporté au 19 mars 2025
Le compte rendu de l'exercice a été envoyé par l'exploitant le 04/04/2025.

Lors de la présente inspection, l'exploitant précise qu'il prévoit un nouvel exercice sur l'année 2026. La date reste à prévoir mais il est envisagé en septembre 2026.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modalité de gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie et refroidissement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie **et le refroidissement**, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est réalisé par des **dispositifs externes aux cellules de stockages**.

Constats :

Constat de l'inspection du 25/09/2024: à ce jour, les eaux de refroidissement en toiture et les eaux d'extinction en cas d'incendie en toiture sont directement dirigées vers les bassins d'infiltration et non confinées.

Dans sa réponse du 13/12/2024 au constat de l'inspection du 25/09/2024, l'exploitant précise être en train d'étudier une modification de son réseau afin de se rendre conforme à l'arrêté.

Au cours de l'année 2025 plusieurs échanges ont eu lieu entre l'exploitant et l'inspection pour présenter les modifications envisagées et retenues.

Lors de la visite du 02/02/2026, l'exploitant présente les travaux en cours de réalisation (ajout de vannes asservies et autonomes permettant de rediriger les eaux de refroidissement en cas d'incendie vers le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie).

Suite à la visite il a déposé le 23/02/2026 une nouvelle version (v4) du dossier de porter à connaissance qui reprend notamment les travaux réalisés sur le réseau d'eau pour se conformer à l'arrêté.

Ces éléments permettent de lever l'écart de l'inspection du 25/09/2024.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositif de détection incendie dans un bâtiment couvert

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2021, article 7.7.1 et

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection incendie dans un bâtiment couvert

Prescription contrôlée :

Art. 7.7.1

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées [...]

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

L'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Art 7.1.1

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie selon la fréquence définie ci-dessous.

Installation de détection automatique	Semestrielle
---------------------------------------	--------------

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un plan de zonage de sa détection incendie, ainsi que la documentation technique et les comptes rendus d'entretien et contrôle associés à ses équipements. De plus, l'inspection a demandé de réaliser un test de déclenchement via le système de sprinklage (la description du test est faite dans un point de constat distinct). L'ensemble de ces éléments ont permis à l'inspection de constater:

- la présence d'un dispositif de détection incendie qui actionne une alarme en tout point du bâtiment. Ce dispositif est conçu en plusieurs zones d'alerte dans chaque cellule. La détection optique ou les déclencheurs manuels sont remontés à un SSI et déclenchent des alarmes.
- lors du test réalisé, le déclenchement des alarme entraîne la fermeture des portes coupes feu situées entre les cellules.
- lors du test, l'alarme a été audible au niveau de tous les points de passage de l'inspection et tout le personnel a évacué.
- la présence de capteurs optiques et de déclencheurs manuels permettant d'assurer la détection et le déclenchement des alarmes indépendamment du déclenchement via le système d'extinction automatique
- que le compte rendu d'intervention préventive du SSI daté du 11/09/2025 met en évidence que certains déclencheurs manuels sont "non satisfaisants". L'exploitant ne précise pas quelles sont les actions qu'il a mises en place pour y remédier.
- que le compte rendu d'intervention préventive du SSI n'a porté que sur la partie occupée par l'entreprise HAIER.

Constat : le fonctionnement du système de détection incendie n'a pas été vérifié dans toutes les parties de l'entrepôt en septembre 2025. Des déclencheurs manuels d'alarme incendie ne présentent pas un fonctionnement satisfaisant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Système de détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2017, article Point 12-Annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Test de fonctionnement via sprinklage

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment

permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.[...] Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.[...]

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser un test de déclenchement du système de détection via le système de sprinklage. Le déroulé du test et les constats relevés sont détaillés dans le tableau suivant.

Étape du test	Point relevé
visite du local sprinklage	niveau de carburant de chacune des pompes (cuve de 400L) : la quantité présente n'est pas lisible, cependant l'exploitant précise que l'appoint est fait de manière hebdomadaire par la société de maintenance à partir d'une réserve de 1190 L. Compte tenu de la consommation liée aux tests, depuis la mise en service de l'installation la réserve a été complétée tous les 6 mois. Les réserves d'eau sont pleines (constat fait à partir des manomètres en pied : hauteur d'eau de 8,71m et 9,72m pour les cuves 1 et 2)
déclenchement de la vanne d'un point F au niveau de la cellule 2	pression initiale de 12 bar pression après ouverture de 11,5 bar maintenue dans le temps
jet d'eau vers l'extérieur au niveau des emplacements de quai	l'eau est de couleur claire
alarme sonore se déclenche	alarme bien audible au niveau du point F et dans toutes les cellules traversées par la suite par l'inspection pour se rendre au poste de garde. l'alarme a entraîné l'évacuation de l'ensemble du personnel des deux locataires, laissant supposer qu'elle est audible en tout point du site
asservissement du compartimentage	dès déclenchement de l'alarme, les portes coupe- feu se sont fermées

	coupe- feu se sont fermées
informations et report de la télésurveillance	l'exploitant a reçu un SMS puis un appel l'informant du déclenchement de l'alarme moins de 50 secondes après le déclenchement.
report d'information au poste de garde (SSI)	il est constaté que les horaires affichés sur le SSI ne sont pas ceux de déclenchement notés par l'inspection et l'exploitant: un décalage d'environ 10 minutes est observé.

Les observations faites montrent un système de détection répondant à la prescription et en bon état de fonctionnement. Toutefois le décalage d'horaire du SSI est de nature à entraîner des erreurs d'interprétation du déroulé d'un évènement pouvant nuire à la bonne prise en charge d'un sinistre.

Constat : un décalage de l'horloge du SSI est constaté lors du test de déclenchement de la détection incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois